

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

93 — 2838

DECEMBRE 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 octobre 1964 instituant une commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1964 instituant une commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, modifié par les arrêtés royaux des 25 septembre 1969, 11 janvier 1973, 5 juin 1975 et 29 mars 1977;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté royal du 20 octobre 1964 instituant une commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. La délégation ministérielle compte douze membres désignés par le ministre de la Défense nationale parmi les militaires et les fonctionnaires du département de la Défense nationale.

Parmi ces membres, le ministre désigne le président de la commission. En cas d'empêchement, le président est remplacé par un membre militaire présent à la réunion avec la plus grande ancienneté dans le grade le plus élevé. »

Art. 2. L'article 4 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 25 septembre 1969, 11 janvier 1973, 5 juin 1975 et 29 mars 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Les membres de la représentation du personnel sont désignés par les trois organisations syndicales reconnues suivantes :

- 1^o la Centrale générale des Syndicats militaires;
- 2^o la Centrale générale du Personnel militaire;
- 3^o le Syndicat national des militaires.

§ 2. Les organisations visées au § 1^{er} désignent chacune douze de leurs membres comme représentants; la représentation de chaque organisation doit comprendre quatre membres de chaque catégorie de personnel.

Chaque organisation fait parvenir au ministre de la Défense nationale la liste nominative des membres qu'elle désigne.

Un changement dans cette liste n'aura effet que trente jours après avoir été porté par écrit à la connaissance du ministre. Toutefois, dans le cas visé à l'article 10, alinéa 3, ce délai est réduit à huit jours.

§ 3. Lorsque la liste nominative des représentants d'une organisation syndicale ne répond pas aux conditions prévues au § 2, in fine, les représentants de cette organisation ne peuvent siéger aussi longtemps que cette liste n'aura pas été adaptée. »

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté le mot « associations » est remplacé par les mots « organisations syndicales ».

Art. 4. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Sont soumises par le ministre à l'avis de la commission, toutes les questions présentant un intérêt général relatif à la situation statutaire du personnel militaire, même si elles ne concernent qu'une seule catégorie du personnel.

Ces questions peuvent concerner tant les droits et obligations actuels que futurs du personnel militaire. »

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 93 — 2838

6 DECEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 oktober 1964 tot oprichting van een commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 1964 tot oprichting van een commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 september 1969, 11 januari 1973, 5 juni 1975 en 29 maart 1977;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 oktober 1964 tot oprichting van een commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. Tot de ministeriële afvaardiging behoren twaalf leden die door de minister van Landsverdediging worden aangewezen, te kiezen uit de militairen en de ambtenaren van het departement van Landsverdediging.

Onder deze leden wijst de minister de voorzitter van de commissie aan. In geval van verhindering wordt de voorzitter vervangen door het op de vergadering aanwezige militair lid met de meeste anciënniteit in de hoogste graad. »

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 september 1969, 11 januari 1973, 5 juni 1975 en 29 maart 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. § 1. De leden van de personeelsvertegenwoordiging worden aangewezen door de volgende drie erkende syndicale organisaties :

- 1^o de Algemene Centrale der Militaire Syndicaten;
- 2^o de Algemene Centrale van het Militair Personeel;
- 3^o het Nationaal Syndicaat van de militairen.

§ 2. De organisaties bedoeld in § 1 wijzen elk twaalf leden aan als vertegenwoordigers; de vertegenwoordiging van elke organisatie moet vier leden omvatten van elke personeelscategorie.

Elke organisatie bezorgt de minister van Landsverdediging de naamlijst van de leden die zij aanwijst.

Een wijziging van die lijst heeft pas uitwerking dertig dagen nadat zij schriftelijk ter kennis van de minister werd gebracht. In het geval bedoeld in artikel 10, derde lid, wordt die termijn echter teruggebracht op acht dagen.

§ 3. Wanneer de naamlijst van de vertegenwoordigers van een syndicale organisatie niet voldoet aan de in de § 2, eerste lid, gestelde voorwaarden, mogen de vertegenwoordigers van die organisatie geen zitting hebben zolang die lijst niet is aangepast. »

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt het woord « verenigingen » vervangen door de woorden « syndicale organisaties ».

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 7. Alle zaken van algemeen belang met betrekking tot de statutaire toestand van het militair personeel worden door de minister voor advies aan de commissie voorgelegd, zelfs indien zij slechts één personeelscategorie aanbelangen.

Deze zaken kunnen zowel de actuele als de toekomstige rechten en verplichtingen van het militair personeel aanbelangen. »

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le mot « association » est remplacé par les mots « organisation syndicale »;
- 2° les mots « ou d'une commission restreinte » sont supprimés.

Art. 6. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le ministre charge le président de procéder à la convocation de la commission, de fixer l'ordre du jour, ainsi que le lieu, la date et l'heure de la réunion.

Le président veille au bon déroulement de la réunion et prend toutes les mesures qu'il estime utiles à cette fin.

Le secrétaire convoque par écrit les membres et les experts, dont les noms ont été communiqués conformément à l'article 15, et leur communique l'ordre du jour ainsi que la date, l'heure et le lieu de la séance. »

Art. 7. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. La documentation relative aux questions inscrites à l'ordre du jour est rédigée dans les deux langues utilisées lors des travaux et est transmise, en un exemplaire, aux membres de la délégation ministérielle et à ceux de la représentation du personnel, ainsi qu'en deux exemplaires, au ministre et aux organisations syndicales.

Ladite documentation est communiquée au moins vingt et un jours ouvrables avant la date de la réunion.

Toutefois ce délai est réduit à dix jours ouvrables lorsque, de l'avis du ministre, l'examen de la question revêt un caractère d'urgence. »

Art. 8. L'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. La commission délibère valablement lorsque :

- 1° trois membres au moins de la délégation ministérielle sont présents;
- 2° au moins une organisation syndicale visée à l'article 4, § 1^{er}, est représentée par au moins un membre.

Lors de la réunion quatre membres au plus peuvent siéger par organisation syndicale du personnel, au choix de l'organisation parmi les représentants visés à l'article 4, § 2.

§ 2. Lorsque la commission a été convoquée et que lors de la séance, le président constate qu'elle ne peut délibérer valablement parce qu'aucune organisation syndicale n'est représentée, l'avis de la commission n'est plus requis.

§ 3. Avant de passer à l'ordre du jour le président s'assure que la commission peut délibérer valablement. »

Art. 9. A l'article 12 du même arrêté les mots « ou la commission restreinte » sont supprimés.

Art. 10. L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Les membres de la représentation du personnel sont autorisés à consulter leur organisation syndicale au sujet du contenu des documents visés à l'article 10. »

Art. 11. L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Lors des réunions, la délégation ministérielle et chacune des représentations des organisations syndicales peuvent se faire assister par un ou plusieurs experts pour l'examen d'une question déterminée.

Les noms des experts sont communiqués au secrétaire par le président en ce qui concerne les experts de la délégation ministérielle et par les organisations syndicales en ce qui concerne les experts qu'elles désignent pour assister la représentation du personnel.

Les experts restent à la disposition de la commission pour toute la durée de la séance. »

Art. 12. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Après avoir terminé l'examen des questions qui lui ont été soumises, la commission émet son avis. »

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord « vereniging » wordt vervangen door de woorden « syndicale organisatie »;
- 2° de woorden « of aan een beperkte commissie » worden geschrapt.

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. De minister draagt de voorzitter op de commissie bijeen te roepen en de agenda, de plaats, de dag en het tijdstip van de vergadering vast te stellen.

De voorzitter zorgt voor het goede verloop van de vergadering en treft alle maatregelen die hij daartoe noodzakelijk acht.

De secretaris roept de leden en de deskundigen, van wie de namen meegedeeld werden overeenkomstig artikel 15, schriftelijk bijeen en deelt hun de agenda, de dag, het tijdstip en de plaats van de vergadering mee. »

Art. 7. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De documentatie betreffende de onderwerpen die op de agenda staan wordt geredigeerd in de twee talen die tijdens de werkzaamheden worden gebruikt en wordt in één exemplaar toegezonden aan de leden van de ministeriële afvaardiging en aan die van de personeelsvertegenwoordiging, alsook in twee exemplaren aan de minister en aan de syndicale organisaties.

Die documentatie wordt ten minste éenentwintig werkdagen vóór de datum van de vergadering bezorgd.

Deze termijn wordt evenwel tot tien werkdagen beperkt wanneer de zaak volgens de minister dringend dient te worden onderzocht. »

Art. 8. Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. § 1. De commissie beraadslaagt op geldige wijze wanneer :

- 1° ten minste drie leden van de ministeriële afvaardiging aanwezig zijn;
- 2° ten minste één syndicale organisatie bedoeld in artikel 4, § 1, vertegenwoordigd is door ten minste één lid.

Op de vergadering mogen ten hoogste vier leden per syndicale organisatie zitting hebben, door de organisatie te kiezen uit de vertegenwoordigers bedoeld in artikel 4, § 2.

§ 2. Wanneer de commissie bijeengeroepen is en de voorzitter tijdens de vergadering vaststelt dat zij niet op geldige wijze kan beraadslagen omdat geen enkele syndicale organisatie vertegenwoordigd is, is het advies van de commissie niet meer vereist.

§ 3. Alvorens tot de agenda over te gaan, vergewist de voorzitter zich ervan dat de commissie rechtsgeldig kan beraadslagen. »

Art. 9. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden « of de beperkte commissie » geschrapt.

Art. 10. Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. De leden van de personeelsvertegenwoordiging mogen hun syndicale organisatie raadplegen over de inhoud van de in artikel 10 bedoelde documenten. »

Art. 11. Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. Tijdens de vergaderingen kunnen de ministeriële afvaardiging en elke vertegenwoordiging van de syndicale organisaties zich laten bijstaan door één of meer deskundigen voor het onderzoek van een bepaalde kwestie.

De namen van de deskundigen worden aan de secretaris meegedeeld door de voorzitter wat de deskundigen van de ministeriële afvaardiging betreft en door de syndicale organisatie wat de deskundigen betreft die zij aanwijzen om de vertegenwoordiging van het personeel bij te staan.

De deskundigen blijven ter beschikking van de commissie zolang de vergadering duurt. »

Art. 12. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 16. Na afhandeling van de haar voorgelegde zaken geeft de commissie haar advies te kennen. »

Art. 13. L'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1^{er}. Le secrétaire établit le procès-verbal de la réunion dans les deux langues utilisées lors des travaux.

Le procès-verbal mentionne l'ordre du jour, le nom des membres et des experts présents, et l'avis émis.

Lorsque la délégation ministérielle et la représentation du personnel ne peuvent se mettre d'accord, le procès-verbal doit mentionner les points de vue respectifs, ainsi que les considérations présentées l'appui de ces points de vue. Lorsqu'une divergence de vue persiste au sein de la représentation du personnel, mention en est faite dans l'avis.

Le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire.

Un exemplaire du procès-verbal est envoyé aux membres de la délégation ministérielle et de la représentation du personnel, deux exemplaires sont envoyés au cabinet du ministre et à chaque organisation. Les exemplaires pour les organisations syndicales sont envoyés par lettre recommandée.

§ 2. A défaut d'observations écrites, signées et reçues dans les six semaines qui suivent l'expédition du procès-verbal, le procès-verbal est considéré comme approuvé.

Toute modification au procès-verbal consécutive à une observation est également signée par le président et le secrétaire.

§ 3. A l'expiration du délai visé au § 2, un rapport final est envoyé aux mêmes destinataires mentionnant, soit le fait qu'aucune observation n'a été formulée, soit les modifications éventuellement apportées au procès-verbal consécutives aux observations formulées. »

Art. 14. A l'article 18 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot « associations » est remplacé par les mots « organisations syndicales »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « ou la commission restreinte » sont supprimés.

Art. 15. A l'article 21 du même arrêté les mots « Les associations » sont remplacés par les mots « Les organisations syndicales ».

Art. 16. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 décembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

L. DELCROIX

Art. 13. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 17. § 1. De secretaris stelt de notulen van de vergadering op in de twee bij de werkzaamheden gebruikte talen.

De notulen vermelden de dagorde, de namen van de aanwezige leden en van de aanwezige deskundigen, en het uitgebrachte advies.

Indien de ministeriële afvaardiging en de personeelsvertegenwoordiging geen akkoord bereiken, moeten de verschillende standpunten en de opmerkingen die tot staving van die standpunten werden aangevoerd, in de notulen worden vermeld. Blijft er een meningsverschil bestaan binnen de personeelsvertegenwoordiging, dan wordt dit in het advies vermeld.

De notulen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Aan de leden van de ministeriële afvaardiging en van de personeelsvertegenwoordiging wordt één exemplaar van de notulen toegezonden, aan het kabinet van de minister en aan elke organisatie, worden twee exemplaren toegezonden. De exemplaren bestemd voor de syndicale organisaties worden per aangetekend schrijven toegezonden.

§ 2. Bij gebrek aan schriftelijke opmerkingen, ondertekend en ontvangen binnen twee weken na de verzendingsdatum van de notulen worden deze als goedgekeurd beschouwd.

Elke wijziging in de notulen ten gevolge van een opmerking wordt eveneens door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

§ 3. Na het verstrijken van de termijn bepaald in § 2, wordt aan dezelfde geadresseerden een eindverslag gezonden waarin ofwel vermeld wordt dat geen opmerkingen zijn gemaakt ofwel melding wordt gemaakt van de wijzigingen die eventueel in de notulen zijn aangebracht ten gevolge van de gemaakte opmerkingen. »

Art. 14. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt het woord « verenigingen » vervangen door de woorden « syndicale organisaties »;

2^o in het tweede lid, worden de woorden « of de beperkte commissie » geschrapt.

Art. 15. In artikel 21 van hetzelfde besluit wordt het woord « verenigingen » vervangen door de woorden « syndicale organisaties ».

Art. 16. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 december 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

L. DELCROIX

93 — 2839

2 JUNI 1993. — Arrêté ministériel portant création d'un comité de concertation de base pour le Musée royal de l'armée et d'histoire militaire

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 10, modifié par la loi du 19 juillet 1983;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 34, alinéa 2;

Vu l'avis motivé du 2 mars 1993 émis par le Comité supérieur de concertation créé dans le ressort du Comité de secteur I,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé un comité de concertation de base pour le Musée royal de l'armée et d'histoire militaire dans le ressort du Comité supérieur de concertation correspondant au Comité de secteur I.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1993.

Bruxelles, le 22 juin 1993.

L. DELCROIX

N. 93 — 2839

22 JUNI 1993. — Ministerieel besluit houdende oprichting van een basisoverlegcomité voor het Koninklijk Museum van het leger en van de krijgsgeschiedenis

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 34, tweede lid;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 2 maart 1993 uitgebracht door het Hoog overlegcomité, opgericht in het gebied van het Sectorcomité I,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een basisoverlegcomité opgericht voor het Koninklijk Museum van het leger en van krijgsgeschiedenis in het gebied van het Hoog overlegcomité dat overeenstemt met het Sectorcomité I.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1993.

Brussel, 22 juni 1993.

L. DELCROIX